



*Toujours plus de flexibilité
pour les employeurs !
Toujours moins de sécurité
pour les salariés !*

**JEUDI 16 NOVEMBRE
GRÈVE
MANIFESTATION
14 h - Préfecture - Annecy**

Rien ne justifie toutes ces régressions sociales !

Il est grand temps de mettre un coup d'arrêt à cette politique et d'exiger de véritables mesures de progrès social en faveur des salarié-e-s, des jeunes, des retraité-e-s. Notre pays en a largement les moyens : la France est championne d'Europe des dividendes versés à ses actionnaires (54 milliards d'euros l'an dernier).

- Il est possible de réduire le temps de travail, d'augmenter les salaires et de renforcer les garanties collectives ;
- il est possible de développer les services publics pour améliorer le quotidien des populations dans tous les territoires ;
- il est possible de renforcer la protection sociale des populations par une reconquête de notre Sécurité sociale solidaire, universelle, à partir des richesses créées par notre travail.

Que l'on soit salarié-e du public ou du privé, étudiant-e, jeune, retraité-e ou privé-e d'emploi, nous sommes tou-te-s concerné-e-s et nous avons toutes les raisons de nous mobiliser le 16 novembre prochain.

Une politique menée au service du patronat et de la finance, dictée par l'Union Européenne

Le gouvernement n'agit que pour transformer notre société en profondeur et l'adapter coûte que coûte aux exigences du capitalisme mondialisé et financiarisé. C'est bien dans cette logique que Macron a mis en route le rouleau compresseur de la destruction sociale en s'attaquant à notre Code du travail, aux statuts et aux missions de la fonction publique, tout en voulant détruire simultanément l'ensemble des protections des salarié-e-s, que ce soit la Sécurité sociale, les retraites, le droit à la formation ou l'indemnisation du chômage.

Salarié-e-s du privé et du public, tout-e-s concerné-e-s

Au-delà des répercussions que vont avoir les réformes du droit du travail sur la fonction publique, le gouvernement entend poursuivre les ponctions sur les budgets publics actuellement en débat à l'Assemblée. Les député-e-s ont voté la baisse de l'ISF pour un montant de près de 4 milliards d'euros en faveur des plus riches... et se sont dans le même temps prononcés pour l'augmentation de la CSG, qui va gravement impacter les revenus des retraités et des fonctionnaires. Le statut des fonctionnaires doit être garanti !

Des mesures graves qui pèsent sur la santé des populations

Surtout, ne tombez pas malade ! Avec 3 milliards d'euros d'économies sur l'assurance maladie, qui pourrait croire qu'il sera plus facile de se faire soigner demain ? La ministre de la Santé préfère se lancer dans une chasse aux « fraudeurs », la fermeture de lits d'hôpitaux, l'augmentation du forfait hospitalier (qui finalement reviendra à la charge des usagers), plutôt que d'investir dans un système de santé moderne qui réponde aux besoins des populations.

Bref, qu'il s'agisse :

- RETRAIT IMMÉDIAT des ordonnances limitant de manière inacceptable les droits des salariés
- des risques qui pèsent en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle
- de la modération salariale et de l'augmentation de la CSG
- des atteintes graves contre les services publics
- de la remise en cause du financement socialisé et collectif du système de Sécurité Sociale

**1 RÉPONSE :
GRÈVE et MANIF
UNITAIRE et
INTERPRO
LE 16 NOVEMBRE
ANNECY
14 H
PRÉFECTURE**